



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification



UNCCD  
**COP16**  
Riyadh | 2024

## **Une conférence des Nations Unies à Riyad trace la voie pour une action mondiale pour les terres et la sécheresse**

**Riyad, Arabie Saoudite, 14 décembre** — Après deux semaines de négociations intenses sur les moyens de lutter contre la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse, la plus grande et inclusive conférence des Nations Unies sur les terres s’est achevée à Riyad, en Arabie Saoudite.

Près de 200 pays réunis lors de la 16<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP16) à la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULCD) se sont engagés à donner la priorité à la restauration des terres et à la résilience face à la sécheresse dans les politiques nationales et la coopération internationale, en tant que stratégie essentielle pour la sécurité alimentaire et l’adaptation au changement climatique. Les nations ont également réalisé des avancées significatives dans la préparation d’un futur régime mondial de gestion de la sécheresse, qu’elles prévoient de finaliser lors de la COP17 en Mongolie en 2026. Par ailleurs, plus de 12 milliards de dollars ont été promis pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse à travers le monde, notamment dans les pays les plus vulnérables.

Parmi les principaux accords conclus à la COP16 figurent la création d’un Caucus pour les peuples autochtones et d’un Caucus pour les communautés locales, afin de garantir que leurs perspectives uniques et leurs défis soient adéquatement représentés ; la poursuite de l’Interface Science-Politique de la Convention pour renforcer la prise de décision basée sur la science ; et la mobilisation de l’engagement du secteur privé dans le cadre de l’initiative Business4Land.

La COP16 a été la conférence de la CNULCD la plus grande et la plus diversifiée à ce jour : elle a attiré plus de 20 000 participants, dont environ 3 500 issus de la société civile, et a proposé plus de 600 événements dans le cadre du premier Programme d’Action visant à impliquer les acteurs non étatiques dans les travaux de la Convention.

Dans sa déclaration, la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, a souligné : « Notre travail ne s’arrête pas à la clôture de la COP16. Nous devons continuer à relever la crise climatique — c’est un appel à l’action pour que chacun de nous embrasse l’inclusivité, l’innovation et la résilience. Les jeunes et les peuples autochtones doivent être au cœur de ces discussions. Leur sagesse, leurs voix et leur créativité sont indispensables pour bâtir un avenir durable avec un espoir renouvelé pour les générations à venir. »

Dans ses remarques de clôture, le Président de la COP16, le Ministre saoudien de l’Environnement, de l’Eau et de l’Agriculture, Abdulrahman Alfadley, a déclaré que cette réunion marquait un tournant dans la sensibilisation internationale à la nécessité urgente d’accélérer la restauration des terres et la résilience face à la sécheresse.

« L’accueil de cette importante conférence par le Royaume reflète son engagement continu en faveur des enjeux environnementaux et du développement durable. Cela réaffirme sa détermination à collaborer avec toutes les parties pour préserver les écosystèmes, renforcer la coopération internationale dans la lutte contre la désertification et la dégradation des terres, et répondre aux défis liés à la sécheresse. Nous espérons que les résultats de cette session conduiront à un changement significatif qui intensifiera les



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification



UNCCD  
**COP16**  
Riyadh | 2024

efforts pour préserver les terres, réduire leur dégradation, renforcer les capacités à faire face à la sécheresse, et contribuer au bien-être des communautés à travers le monde. »

Lors de la séance plénière de clôture de la COP16, le Sous-Secrétaire général et Secrétaire exécutif de la CNULCD, Ibrahim Thiaw, a déclaré : « Comme nous l'avons discuté et constaté, les solutions sont à notre portée. Les actions que nous avons entreprises aujourd'hui façonneront non seulement l'avenir de notre planète, mais aussi les vies, les moyens de subsistance et les opportunités de ceux qui en dépendent. »

Il a également mis en avant un changement significatif dans l'approche mondiale des questions liées aux terres et à la sécheresse, en soulignant les défis interdépendants avec d'autres enjeux globaux tels que le changement climatique, la perte de biodiversité, la sécurité alimentaire, les migrations forcées et la stabilité mondiale.

Le Président de la COP16, Abdulrahman Alfadley, a ajouté : « Les gouvernements, le secteur privé, les organisations et d'autres entités ont lancé de nombreuses initiatives. À cet égard, je tiens à saluer l'annonce faite par le Groupe de Coordination Arabe concernant l'allocation de 12 milliards de dollars pour soutenir des projets visant à réduire la dégradation des terres et à se préparer à la sécheresse. De plus, plus de 30 décisions ont été adoptées sur des sujets clés au cours du processus de négociation, notamment la migration, les tempêtes de poussière, le renforcement du rôle de la science, de la recherche et de l'innovation, ainsi que l'autonomisation des femmes pour relever les défis environnementaux. Les décisions ont également introduit de nouveaux thèmes à l'agenda, notamment les parcours pastoraux et les systèmes agroalimentaires durables sur le plan environnemental. »

### **Besoins financiers et annonces de contributions**

Lors de la conférence, les participants ont appris que la CNULCD estime qu'au moins 2 600 milliards de dollars d'investissements sont nécessaires d'ici 2030 pour restaurer plus d'un milliard d'hectares de terres dégradées et renforcer la résilience face à la sécheresse. Cela équivaut à 1 milliard de dollars d'investissements quotidiens entre aujourd'hui et 2030 pour atteindre les objectifs mondiaux de restauration des terres et lutter contre la désertification et la sécheresse.

De nouvelles contributions pour des projets de restauration à grande échelle et de préparation à la sécheresse ont été annoncées, notamment le Partenariat mondial de résilience à la sécheresse de Riyad, qui a mobilisé 12,15 milliards de dollars pour soutenir 80 des pays les plus vulnérables au monde dans le renforcement de leur résilience à la sécheresse, dont 10 milliards de dollars provenant du Groupe de Coordination Arabe.

L'initiative de la Grande Muraille Verte (GMV), menée par l'Afrique pour restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées, a également mobilisé 11 millions d'euros de la part du gouvernement italien pour la restauration des paysages au Sahel et 3,6 millions d'euros du gouvernement autrichien pour renforcer la coordination et la mise en œuvre de l'initiative dans 22 pays africains. Cet élan s'inscrit dans le cadre de l'Accélérateur GMV, un effort soutenu par la CNULCD pour atteindre les ambitions d'un Sahel plus vert et prospère.

En outre, les États-Unis et plusieurs pays partenaires ainsi que des organisations ont annoncé un total de près de 70 millions de dollars d'investissements pour faire avancer la Vision pour les cultures et sols adaptés



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification



UNCCD  
**COP16**  
Riyadh | 2024

(VACS). Cette initiative vise à bâtir des systèmes alimentaires résilients, basés sur des cultures diversifiées, nutritives et adaptées au climat, cultivées dans des sols sains.

La première COP de la CNULCD jamais organisée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a permis de mettre en lumière les défis spécifiques de la région et de présenter des solutions innovantes à la dégradation des terres et à la sécheresse.

Le Royaume d'Arabie Saoudite a annoncé cinq nouveaux projets d'une valeur totale de 60 millions de dollars pour intensifier les efforts climatiques et environnementaux dans le cadre de l'Initiative Verte Saoudienne. La présidence de la COP16 de la CNULCD a également annoncé le lancement d'une initiative internationale de surveillance des tempêtes de sable et de poussière. Cet effort, qui fait partie d'un système régional d'alerte précoce, vise à compléter les initiatives existantes supervisées par l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

L'Observatoire International de Résilience à la Sécheresse (IDRO), dont le prototype a été dévoilé lors de la COP16, sera la première plateforme mondiale basée sur l'intelligence artificielle pour aider les pays à évaluer et renforcer leur capacité à faire face à des sécheresses plus sévères. Cet outil innovant est une initiative de l'Alliance Internationale pour la Résilience à la Sécheresse (IDRA), que l'Arabie Saoudite a rejointe plus tôt cette année.

### **Une plus grande voix pour les peuples autochtones et autres acteurs non étatiques**

Dans une décision historique, les Parties ont demandé la création d'un Caucus pour les peuples autochtones et d'un Caucus pour les communautés locales. L'objectif est de garantir que leurs perspectives et priorités uniques soient pleinement représentées dans les travaux de la Convention. La déclaration *Terres Sacrées*, présentée lors du tout premier Forum des peuples autochtones tenu à une COP de la CNULCD, a souligné le rôle des peuples autochtones dans la gestion durable des ressources et a appelé à une plus grande implication dans la gouvernance mondiale des terres et de la sécheresse, notamment à travers leur participation aux efforts de restauration des terres.

« Aujourd'hui, l'histoire a été écrite », a déclaré Oliver Tester, représentant des peuples autochtones d'Australie. « Nous nous réjouissons de défendre notre engagement à protéger la Terre Mère grâce à un Caucus dédié et quittons cet espace avec la conviction que nos voix seront entendues. »

La COP16 a également enregistré la participation la plus importante de jeunes à ce jour, dans le cadre de la Stratégie et du Plan d'action pour l'engagement des jeunes de la CNULCD. Ce programme vise à donner un rôle plus important aux jeunes dans les négociations et actions liées aux terres et à la sécheresse, tout en leur fournissant un soutien technique et financier pour leurs initiatives.

Sur le plan du genre, les pays ont souligné la nécessité d'accorder une attention particulière à toutes les formes de discrimination subies par les femmes et les filles lors de la conception et de la mise en œuvre de politiques et de programmes liés à la dégradation des terres et à la sécheresse.

En reconnaissance du rôle essentiel du secteur privé, qui ne contribue actuellement qu'à hauteur de 6 % au financement de la restauration des terres et de la résilience face à la sécheresse, les Parties ont mandaté le Secrétariat de la CNULCD et le Mécanisme Mondial pour mobiliser l'engagement du secteur privé dans le cadre de l'initiative Business4Land. Cette décision met en avant le rôle crucial des stratégies



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification



UNCCD  
**COP16**  
Riyadh | 2024

environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), ainsi que des financements durables, dans la lutte contre la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse (DLDD). Elle fait suite au Forum Business4Land, qui a rassemblé à la COP de la CNULCD le plus grand nombre de participants du secteur privé jamais enregistré — plus de 400 — issus d'industries telles que la finance, la mode, l'agroalimentaire et les produits pharmaceutiques.

### **Renforcement de la science sur les terres et la sécheresse**

Reconnaissant le rôle de la science comme fondement de politiques solides, les Parties ont convenu de prolonger l'Interface Science-Politique (SPI) de la CNULCD, créée lors de la COP11 en 2013, afin de traduire les découvertes scientifiques en recommandations pour les décideurs. À la COP16, par exemple, le SPI a présenté des preuves définitives montrant que les trois quarts des surfaces terrestres exemptes de glace sont devenues plus sèches de manière permanente au cours des 30 dernières années, avec une prévision de cinq milliards de personnes vivant dans des zones arides d'ici 2100, soulignant l'urgence d'agir.

Le rapport de la CNULCD « *La menace mondiale des terres qui s'assèchent : Tendances régionales et mondiales de l'aridité et projections futures* » a révélé qu'environ 77,6 % des terres de la planète ont connu des conditions plus sèches depuis les années 1990, par rapport aux 30 années précédentes. Pendant cette même période, les zones arides — des régions caractérisées par de faibles précipitations — se sont étendues d'environ 4,3 millions de km<sup>2</sup>, soit une superficie presque un tiers plus grande que celle de l'Inde, le 7<sup>e</sup> plus grand pays du monde. Les zones arides couvrent désormais 40,6 % de toutes les terres de la planète, à l'exception de l'Antarctique.

Sept des neuf limites planétaires sont négativement affectées par une utilisation non durable des terres, comme le souligne le rapport de la CNULCD *Reculer du précipice : Transformer la gestion des terres pour rester dans les limites planétaires*, produit en collaboration avec l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact climatique. Ce rapport explique comment la dégradation des terres compromet la capacité de la Terre à soutenir une population humaine croissante. Il réitère que l'agriculture est responsable de 23 % des émissions de gaz à effet de serre, 80 % de la déforestation et 70 % de l'utilisation de l'eau douce, appelant à une transition urgente dans l'utilisation des terres pour éviter le précipice.

Selon l'Atlas mondial de la sécheresse et le rapport *Économie de la résilience à la sécheresse* récemment publiés par la CNULCD, les sécheresses affectent les moyens de subsistance de 1,8 milliard de personnes dans le monde, poussant les communautés déjà vulnérables au bord du gouffre. Elles coûtent également environ 300 milliards de dollars par an, menaçant des secteurs économiques clés tels que l'agriculture, l'énergie et l'eau.

### **De Riyad à la Mongolie**

Pour la première fois, les Parties à la CNULCD ont adopté une décision encourageant la gestion durable, la restauration et la conservation des parcours naturels — vastes écosystèmes destinés au pâturage — en prévision de la COP17, qui sera accueillie par la Mongolie en 2026, durant l'Année internationale des parcours naturels et des pasteurs. Ces écosystèmes couvrent la moitié de la surface terrestre de la planète et constituent l'usage des terres dominant dans les zones arides du monde, mais ils ont longtemps été négligés et disparaissent plus rapidement que les forêts tropicales.



United Nations  
Convention to Combat  
Desertification



UNCCD  
**COP16**  
Riyadh | 2024

La dégradation des parcours naturels menace un sixième de l’approvisionnement alimentaire mondial, avec le risque d’épuiser un tiers des réserves de carbone de la Terre. Environ deux milliards de personnes vivant dans des zones pastorales figurent parmi les populations les plus vulnérables face à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse.

**FIN**

## **NOTES**

### **Demandes des médias :**

Pour toute demande d’information, veuillez contacter le bureau de presse de la CNULCD à l’adresse suivante : [press@unccd.int](mailto:press@unccd.int) ou [unccd@portland-communications.com](mailto:unccd@portland-communications.com)

**Les décisions de la COP16 sont disponibles ici :** <https://www.unccd.int/cop16/official-documents>

### **À propos de la CNULCD :**

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) est un accord international sur la gestion durable des terres. Elle aide les populations, les communautés et les pays à créer des richesses, à développer les économies et à garantir un accès suffisant à la nourriture, à l’eau potable et à l’énergie en offrant aux utilisateurs des terres un environnement propice à leur gestion durable. Par le biais de partenariats, les 197 Parties à la Convention mettent en place des systèmes robustes pour gérer rapidement et efficacement les sécheresses. Une gestion responsable des terres, fondée sur des politiques et des données scientifiques solides, contribue à intégrer et accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable, renforce la résilience au changement climatique et prévient la perte de biodiversité.

### **À propos de la COP16 :**

La Conférence des Parties (COP) a été établie par la Convention comme son principal organe décisionnel. Elle est composée des 197 Parties à la CNULCD (196 pays et l’Union européenne) et est responsable de guider la Convention pour qu’elle puisse répondre aux défis mondiaux et aux besoins nationaux. Coïncidant avec le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Convention, la COP16 de la CNULCD a été la première grande conférence des Nations Unies organisée par le Royaume d’Arabie Saoudite et un événement marquant pour relever l’ambition mondiale et accélérer l’action en faveur de la résilience des terres et des sécheresses, grâce à une approche centrée sur les populations. C’était également la première fois qu’une COP de la CNULCD se tenait dans la région du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, qui connaît de première main les impacts de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse.